

**Autorité de régulation des communications
électroniques, des postes et de la
distribution de la presse**
distribution-presse@arcep.fr

Paris, le 6 décembre 2019

Objet : Réponse de Lagardère Média News à la consultation publique sur la mise en œuvre par l'Arcep de l'article 22 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques modifiée (dite loi Bichet)

Lagardère Média News (« LMN ») est la société éditrice des titres « Le Journal du Dimanche » et « Paris Match », publications d'information politique et générale distribuées par Presstalis. LMN est membre de la coopérative des magazines et membre administrateur de la coopérative des quotidiens.

LMN est très attachée à la vente au numéro qui représente une proportion très importante de la distribution de ses titres. Paris Match est le 1^{er} chiffre d'affaires Presstalis, la vente au numéro représentant ... de son chiffre d'affaires. ... des ventes du Journal du Dimanche sont réalisées par le réseau des marchands de presse.

LMN déploie d'importants moyens envers le niveau 3, comme des campagnes d'affichage régulières et de vastes plans de promotion. Notre société utilise une force de vente mutualisée avec d'autres éditeurs afin d'assurer une présence régulière aux côtés des marchands et organise également des rencontres régionales, lieux d'échanges entre les marchands, la diffusion et la rédaction.

LMN apporte un soutien important à Presstalis, dans la continuité des efforts déployés par le groupe Lagardère dans le passé. A ce titre, LMN participe aux mécanismes de soutien financier de Presstalis (en particulier dans le cadre du dernier appel à contribution).

Presstalis est la clé de voute de l'ensemble de la distribution de la presse en France et garantit ainsi les équilibres financiers de tous les niveaux, 2 et 3. La fragilité financière de Presstalis menace donc la distribution des titres IPG mais également de l'ensemble des titres.

Dans le cadre qui vient d'être décrit, LMN estime nécessaire que l'ARCEP fasse application du pouvoir qui lui est donné par l'article 22 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques telle que résultant des modifications apportées par la loi n° 2019-1063 du 18 octobre 2019 relative à la modernisation de la distribution de la presse.

LMN est pleinement favorable à ce que la formation RDPI de l'ARCEP adopte dans les meilleurs délais (et en tout état de cause avant fin 2019) une décision de suspension des demandes de résiliation des contrats émises par les éditeurs auprès de Presstalis, de telle manière que les périodes des préavis soient prolongées de six mois (que les demandes de résiliation soient parvenues à Presstalis avant ou après la décision de l'ARCEP).

LMN observe que la mise en application des résiliations de contrat avec Presstalis, même dans des proportions relativement limitées, serait de nature à rompre l'équilibre précaire dans lequel se trouve



Presstalis financièrement et, par conséquence, constitue une menace d'atteinte grave et immédiate à la continuité de la distribution de la presse IPG.

Ces résiliations, dans l'hypothèse où elles interviendraient dans les mois à venir, auraient pour résultat de plonger Presstalis dans une crise majeure, susceptible de rompre la continuité de la chaîne de distribution et l'acheminement et la diffusion de la presse d'information politique et générale.